

Edition du 20 décembre 2019

Réalisé à l'aide des contributions des Services Économiques

**L'essentiel**
**► Liban : Hassan Diab nommé premier ministre par le président de la République Michel Aoun**

**M. Hassan Diab, sans étiquette, universitaire et ancien ministre de l'éducation entre 2011 et 2014, a été chargé de former un gouvernement pour sortir de la crise politique.** Sa nomination a été soutenue par 69 voix sur 128 lors d'un vote à la Chambre des députés. Il a ainsi reçu le soutien du Courant patriotique libre (principale formation chrétienne), du mouvement Amal (chiïtes) ainsi que du Hezbollah. Il n'a en revanche pas reçu le soutien du Courant du futur, principal parti sunnite auquel appartient le premier ministre sortant. Le nouveau premier ministre a dit se donner 4 à 6 semaines pour former son gouvernement.

**► Chine : annonce d'un accord commercial « phase one deal » avec les Etats-Unis**

**La Chine et les Etats-Unis ont annoncé vendredi 13 décembre un accord « phase-one », qui serait signé au cours de la première semaine de janvier, et permettrait une trêve dans l'escalade tarifaire entre les deux pays.** En ce qui concerne les aspects tarifaires, l'accord prévoirait l'annulation de la hausse de 15 % des droits de douane américains portant sur 160 Mds USD d'importations de produits chinois (principalement des biens de consommation tels que les téléphones portables ou les jouets), tandis que la hausse de 15 % des droits de douane sur 120 Mds USD de biens chinois mise en place en septembre dernier serait réduite à +7,5 % ; les droits de douane de 25 % sur 250 Mds USD de biens chinois mis en place progressivement en 2017 et 2018 sont quant à eux maintenus. De son côté, la Chine n'appliquera pas les droits de douane de 5 % et 10 % prévus initialement sur certaines catégories de biens américains. La suspension des tarifs additionnels sur l'automobile serait maintenue. Selon le bureau de l'*United States Trade Representative*, la Chine s'engagerait par ailleurs à augmenter ses importations de biens et services américains de 200 Md USD, sur les deux prochaines années, par rapport à leur niveau pré-guerre commerciale (autour de 190 Mds USD par an).

**► Argentine : croissance en hausse et premières annonces de politique économique du nouveau gouvernement**

**La croissance économique est ressortie à +0,9% en v.t. au T3 2019, soit la première hausse depuis le T4 2017.** La consommation privée s'est affichée en hausse de 0,3%, l'investissement s'est stabilisé, tandis que les importations (+1,3%) et les exportations (+2%) s'accroissaient. Par ailleurs, le président Alberto Fernández et son ministre de l'économie Martín Guzmán ont annoncé les premières annonces économiques concrètes, dont trois sont déjà effectives : 1) le doublement pendant 6 mois des indemnités de licenciement sans juste cause ; 2) le relèvement des taxes à l'exportation (à hauteur de 30% pour le soja, 12% pour les céréales, 9% pour les productions des économies régionales, comme la viande, le lait en poudre, le vin, l'huile d'olive, etc) ; et 3) la suspension du « pacte fiscal » avec les provinces (visant à réduire les dépenses des régions).

Le Congrès est actuellement saisi d'un projet de loi, dit « de Solidarité sociale et de réactivation productive dans le contexte de l'urgence publique », qui organise de vastes délégations de pouvoirs du législatif vers l'exécutif devant lui permettre, pendant une période d'urgence, initialement déclarée jusqu'au 31 décembre 2021, de prendre de nombreuses mesures et notamment : une hausse des taxes à l'exportation, des hausses d'impôts sur le patrimoine, des mesures pour le pouvoir d'achat des familles et des retraités, la suspension de formules d'indexation des tarifs publics et des retraites au profit de hausses discrétionnaires. Le projet de loi autorise également l'Etat à utiliser les réserves de la banque centrale (BCRA) pour payer ses échéances de dette, à hauteur de 4,6 Md USD.

**► Pays du Golfe : la Banque mondiale prévoit une hausse de la croissance en 2020**

**Selon les dernières prévisions de la Banque mondiale, la croissance passerait de 0,8 % en moyenne dans les pays du Conseil de coopération du Golfe pour l'année 2019 à 2,2 % en moyenne pour 2020.** Le ralentissement observé en 2019 (0,8 % après 2,0 % en 2018) s'explique par un ralentissement du secteur des hydrocarbures lié à un environnement externe moins favorable (croissance mondiale moins soutenue, baisse des cours internationaux). La croissance en Arabie saoudite pour 2020 et 2021 serait tirée par le secteur des hydrocarbures. A l'inverse, l'activité économique serait soutenue par le secteur « hors hydrocarbures » aux Emirats arabes unis (tourisme), à Bahreïn (secteur manufacturier et infrastructures) et en Oman (secteur manufacturier, transports, logistique, tourisme et pêche).

	2019	2020
Arabie saoudite	0,4	1,9
Bahreïn	2	2,1
Emirats arabes unis	1,8	2,6
Koweït	0,4	2,2
Oman	0	3,7
Qatar	0,5	1,5
<b>CCEAG</b>	<b>0,8</b>	<b>2,2</b>

La semaine passée a été marquée par un regain d'appétit des participants de marché pour les actifs émergents, reflétant en outre l'annonce d'un accord « phase one » entre les Etats-Unis et la Chine. Dans ce contexte, les indices boursiers ont enregistré une nette progression, les spreads se sont resserrés et les devises émergentes se sont majoritairement appréciées.

**L'indice boursier MSCI composite de Morgan Stanley (en dollars) a de nouveau bénéficié de bonnes nouvelles sur le volet commercial (+3,4 % après +2,7 %). Tous les agrégats régionaux ont enregistré une hausse de leurs indices.** En **Corée du Sud**, l'indice boursier continue de bénéficier de l'apaisement des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis (+5,3 %, après +4,9 %). Au **Brésil**, l'indice boursier continue également sa progression (+3,5 % après +4,0 %), alors que l'accélération de l'activité économique semble se confirmer, et que le Congrès a approuvé la loi de Finances 2020.

**Les spreads émergents se sont resserrés pour la troisième semaine consécutive (-7 pdb, après -20 pdb).** En **Argentine**, le spread continue de se resserrer (-154 pdb après -275 pdb) en lien avec la hausse de la croissance du PIB et les annonces de politique économique du gouvernement. L'annonce de ces mesures a été bien perçue par les marchés, qui y voient des signes rassurants à court terme sur la trajectoire budgétaire et sur la volonté de l'Argentine d'honorer sa dette. En **Afrique du Sud**, le spread continue également de se resserrer cette semaine (-21 pdb, après -5 pdb), après que l'agence Fitch ait décidé de ne pas dégrader la notation souveraine du pays (BB+, avec perspective négative).

**Dans le sillage d'anticipations plus positives sur le front commercial cette semaine, les devises émergentes se sont majoritairement appréciées.** En Amérique latine, les devises ont également bénéficié de bonnes nouvelles économiques sur le plan domestique, et principalement au **Chili** (+1,8 %), en **Colombie** (+1,7 %) et au **Pérou** (+1,3 %). Cependant, en **Turquie**, la livre s'est nettement dépréciée cette semaine face au dollar (-2,6 %, après -0,8 %), sur fond de regain de tensions diplomatiques avec les Etats-Unis. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a menacé de fermer deux bases militaires de l'OTAN si les Etats-Unis venaient à appliquer des sanctions contre son pays suite à l'acquisition de systèmes anti-missiles russes S-400 en juillet 2019.

